

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP) Commun à l'ensemble des lots

Type de procédure : Appel d'Offres Ouvert passé en application des articles L.2124-2, R.2124-2 1° et R.2161-1 à R.2161-5 du Code de la commande publique.

Numéro de référence : AOO-25029

**ACCORDS-CADRES DE FOURNITURE DE FLUIDES MEDICAUX
ET MEDICO-TECHNIQUES**
**2 lots : installation et location de sources d'attente et de
secours et fourniture d'Azote vrac médical liquéfié**

POUVOIR ADJUDICATEUR :
Centre Hospitalier Universitaire de Nantes
(Établissement support du GHT44)
Immeuble Deurbroucq - 5, allée Gloriette 44093 NANTES CEDEX

SOMMAIRE

Article 1 -	OBJET ET ALLOTISSEMENT	4
Article 2 -	DUREE ET FORME DU MARCHÉ	4
2.1.	DUREE DU MARCHÉ	4
1.1.	FORME DU CONTRAT	6
Article 2 -	DOCUMENTS CONTRACTUELS	6
Article 3 -	PRESTATIONS SIMILAIRES	7
Article 4 -	MODALITES D'EXECUTION	8
4.1.	DEMARRAGE DU MARCHÉ ET REUNION DE DEPLOIEMENT	8
4.2.	REUNION DE CADRAGE	8
4.3.	PASSATION DES COMMANDES	8
4.4.	CONDITIONS DE LIVRAISON DES FOURNITURES (GAZ ET MATERIELS) ET D'EXECUTION DES PRESTATIONS ..	8
4.5.	GAZ SUR DALLES	9
4.6.	PROLONGATION UNILATERALE DU MARCHÉ EN CAS DE CHANGEMENT DE TITULAIRE	10
4.7.	RETRAIT ET DEMONTAGE DES INSTALLATIONS AU TERME DU MARCHÉ	10
Article 5 -	REGLEMENTATION APPLICABLE	11
Article 6 -	PRIX ET MODALITES D'AJUSTEMENT	11
6.1.	PRIX	11
6.2.	REMISE SUR CATALOGUE ET OFFRES PROMOTIONNELLES	11
6.3.	REMISES ET ESCOMPTES APPLICABLES	12
Article 7 -	ÉVOLUTIONS TECHNOLOGIQUES A L'INITIATIVE DU TITULAIRE	12
Article 8 -	GARANTIES FINANCIERES	12
Article 9 -	ASSURANCES	12
Article 10 -	AVANCES	13
Article 11 -	OPERATIONS DE VERIFICATION ET ADMISSION DES PRESTATIONS	13
Article 12 -	MODALITES DE FACTURATION ET DE PAIEMENT	13
12.1.	DELAI DE PAIEMENT	13
12.2.	PRESENTATION DES FACTURES	13
12.3.	TRANSMISSION DES DEMANDES DE PAIEMENT	14
Article 13 -	RESILIATION DU MARCHÉ PUBLIC	15
13.1.	RESILIATION DU MARCHÉ PUBLIC PAR LA PERSONNE PUBLIQUE	15
13.2.	RESILIATION AUX TORTS DU TITULAIRE	15
Article 14 -	EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE	15
Article 15 -	PENALITES	16
15.1.	LIVRAISON DES GAZ EN RESERVOIRS RACCORDES A DES RESEAUX DE DISTRIBUTION	16
15.2.	LIVRAISON DES GAZ CONDITIONNES	16
15.3.	LIVRAISON ET RETRAIT DES INSTALLATIONS SOURCES	16
15.4.	MAINTENANCE PREVENTIVE SYSTEMATIQUE	16
15.5.	MAINTENANCE CORRECTIVE OU ASSISTANCE TELEPHONIQUE OU TELEMANTENANCE	16
15.6.	DOCUMENTS REQUIS	17
15.7.	REUNIONS	17
15.8.	DEVIS	17
Article 16 -	LITIGES	17
Article 17 -	REPORTING	17
Article 18 -	ENGAGEMENT DU TITULAIRE	18
Article 19 -	CLAUSE DE REEXAMEN	18
Article 20 -	LISTE DES DEROGATIONS AU CCAG/FCS	19

LE GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE DE LOIRE-ATLANTIQUE (G.H.T. 44) :

La Loi de modernisation du système de santé du 26 janvier 2016 a mis en place un dispositif obligatoire de coopération et de mutualisation entre les établissements publics de santé qui a conduit à la création le 1^{er} juillet 2016 du **GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE DE LOIRE-ATLANTIQUE**, dénommé ci-après **GHT 44**.

Le GHT 44 est composé des 13 établissements suivants : CHU Nantes, désigné établissement support du GHT, CH Saint-Nazaire, CH Châteaubriant-Nozay-Pouancé (Châteaubriant), HI de la Presqu'île (Guérande), HI Sèvre et Loire (Vertou), HI du Pays de Retz (Pornic), EPSYLAN (Blain), CH Erdre et Loire (Ancenis), CH Georges Daumézou (Bouguenais), CH Savenay, Hôpital Bel Air (Corcoué-sur-Logne), CH Pierre Delaroche (Clisson), CH Maubreuil (Saint Herblain).

Le CHU de Nantes, en tant qu'établissement support assure pour le compte des établissements parties du GHT, la responsabilité de la fonction achat. Il est ainsi chargé de la politique, de la planification, de la stratégie d'achat et du contrôle de gestion des achats pour ce qui concerne l'ensemble des marchés publics et de leurs avenants.

En outre, par convention constitutive de groupement de commandes, il a été décidé d'associer à la démarche de mutualisation des achats du GHT44 conduite par le CHU de Nantes, les structures de coopération suivantes dont les établissements du GHT44 sont membres : GCS PUI Cité Sanitaire (Saint Nazaire), GCS de Moyens Cité Sanitaire (Saint Nazaire), GCS Cité Sanitaire Nazairienne (Saint Nazaire), GCS Pôle de réadaptation Maubreuil et la Tourmaline et GCS du Pays de Retz (Pornic).

Répartition des compétences :

En phase de passation du marché public, le CHU de Nantes constitue l'interlocuteur unique des opérateurs économiques. Il assure la procédure de passation et la signature du marché public pour l'ensemble des établissements du GHT44 et pour les structures associées.

En phase d'exécution du marché :

- Le CHU de Nantes assure la gestion contractuelle du marché (prise en charge des modifications du marché, décision de reconduction ou non reconduction, résiliation du marché) en concertation le cas échéant avec les autres membres ;

- Les établissements membres du GHT44 et les structures associées assurent, chacun pour la part du marché public qui les concerne, l'exécution financière du marché public (émission des bons de commande ou ordres de services, vérification et admission des prestations, applications des pénalités, règlement des factures).



Article 1 - OBJET ET ALLOTISSEMENT

Le présent marché porte sur la fourniture de fluides médicaux et médico-techniques pour les établissements du GHT44.

La fourniture est décomposée en 2 lots :

- Le lot 1 porte sur l'installation et la location de sources d'attente et de secours d'air médical pour le CHU de Nantes (site de l'Hôtel-Dieu et de HGRL), le CH Erdre et Loire d'Ancenis, et le CH de Saint-Nazaire.
- Le lot 2 porte sur la fourniture d'Azote vrac médical liquéfié et la location d'installation source pour le CHU de Nantes, site de l'Hôtel Dieu.

Le détail des fournitures à livrer et prestations associées est précisé dans les a CAHIERS DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (C.C.T.P) et les annexes spécifiques à chaque lot.

Pour le lot 1, les établissements ayant exprimé des besoins suivants sont :

1. CHU de Nantes (Nantes)
2. CH Erdre et Loire (Ancenis)
3. CH Saint Nazaire (Saint-Nazaire)

Les établissements ou structures listés ci-dessus constituent les bénéficiaires du présent marché public.

Le présent marché implique donc pour un même titulaire la fourniture et la location de sources d'attente et de secours de production d'air médical pour tous les établissements concernés ainsi que leurs différents sites.

Les bâtiments concernés sont situés sur le département de Loire Atlantique (44).

Les adresses géographiques des sites à fournir sont listées dans l'annexe du CCAP « [Compléments Informations](#) ».

Le lot 2 recense les besoins du CHU de Nantes, site de l'Hôtel-Dieu uniquement.

En cas de changement de site d'un ou de plusieurs établissements, les prestations seront transférées sur le nouveau site de l'établissement conformément aux dispositions de l'article « clause de réexamen » du présent CCAP.

En outre, les établissements membres du GHT 44 n'ayant pas quantifié de besoins pourront intégrer le présent marché en cours d'exécution conformément aux dispositions de l'article « clause de réexamen » du présent CCAP.

Article 2 - DUREE ET FORME DU MARCHE

2.1. DUREE DU MARCHE

Pour le lot 1, le marché est conclu pour une période ferme de **55 mois (4 ans et 7 mois)** à compter de la date de début de marché du premier établissement bénéficiaire, jusqu'à la date de fin de marché du dernier établissement bénéficiaire.

En effet, afin de faciliter la transition et la mise en place des nouveaux marchés, les établissements bénéficiaires peuvent jouir de date de démarrage et de fin spécifiques qu'il appartiendra au Titulaire de respecter.

A toutes fins utiles, chaque établissement bénéficiaire ne pourra bénéficier des prestations au-delà de 48 mois.

Les dates de début et de fin du marché pour chaque établissement du GHT4 sont les suivantes :

Etablissement bénéficiaire	Date de début	Date de fin
C.H.U Nantes et ses différents sites	01/05/2025 ou date de notification si postérieure.	30/04/2029
CH Erdre et Loire et ses différents sites (Ancenis)	01/11/2025	31/10/2029
CH Saint Nazaire et GCS PUI St Nazaire et ses différents sites	01/12/2025	30/11/2029

Pour le lot 2, le marché est conclu à compter du 01 mai 2025 ou de la date de notification si postérieure jusqu'au 30/04/2027, renouvelable 2 fois, de manière tacite, par période de 12 mois. En cas de non reconduction, le pouvoir adjudicateur informera le titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception au plus tard 2 mois avant la fin de la durée de validité du marché.

PERIMETRE CHU DE NANTES – SITE Hôtel DIEU (HD)

Un nouvel ensemble hospitalo-universitaire dit « Projet Ile de Nantes » est en cours de construction sur la zone Ouest de l'île de Nantes, à Nantes. Ce nouvel hôpital regroupera, sur un site unique, les activités de court séjour (médecine, chirurgie, obstétrique) nécessitant l'accès à un plateau technique de haut niveau, aujourd'hui dispersées entre deux sites (l'Hôtel-Dieu et l'Hôpital Nord-Laennec), et un Institut de Recherche en Santé (IRS 2020). Le déménagement vers le site ILE DE NANTES est actuellement prévu au 2ème semestre 2027.

Les activités du site de l'Hôtel-Dieu (incluant HME) et une partie de celles actuellement réalisée sur le site HGRL (Hôpital Guillaume et René Laennec à Saint-Herblain) seront alors transférées sur le site ILE DE NANTES.

A l'issue du déménagement complet du site de l'Hôtel dieu sur le site de l'île de Nantes, il sera mis fin aux prestations sur le site de l'Hôtel dieu. Les prestations sur les autres sites du CHU de Nantes se poursuivront jusqu'au terme du marché.

Pour le lot n°2, le besoin portant uniquement sur le site de l'Hôtel Dieu, la fin du déménagement entrainera la résiliation du marché. Cette décision n'ouvrira en aucun cas droit à indemnité.

PRECISIONS POUR TOUS LES LOTS SUR L'OBLIGATION DE CONTINUITE DE SERVICE

Les titulaires des marchés sur l'ensemble des lots ont une obligation de continuité de service.

Ainsi, en cas de changement de titulaire lors du renouvellement du marché, le titulaire sortant et le titulaire entrant doivent s'accorder afin de garantir le maintien de la prestation sans interruption.

Une phase transitoire est prévue afin de permettre le transfert de prestation. Les conditions de ces phases transitoires (phase transitoire d'entrée et phase transitoire de sortie) sont décrites dans les articles ci-après dans le CCAP

A compter de la date de début du présent marché, le titulaire entrant dispose d'un délai maximal pour la mise en œuvre des livraisons de bouteilles et mise en service des installations dites vrac ainsi que de production d'air médical ou d'équipements d'administration dans les conditions prévues à **l'article « Démarrage du marché et réunion de déploiement » du CCAP** du présent CCAP.

A compter de la date de fin du marché, le titulaire sortant s'engage à poursuivre la prestation pendant la phase transitoire de mise en place par le titulaire entrant dans les conditions prévues à **l'article « Prolongation unilatérale du marché en cas de changement de titulaire » du CCAP** ci-dessous.

Passé ce délai ou le délai fixé dans le calendrier contractuel d'exécution, chaque bénéficiaire du marché public aura la possibilité d'appliquer des pénalités au titulaire entrant du marché public et de facturer aux frais et risques du titulaire entrant défaillant l'approvisionnement auprès du titulaire sortant.

1.1. FORME DU CONTRAT

Les marchés prennent la forme d'accords-cadres qui s'exécuteront au fur et à mesure de l'émission de bons de commande, conformément aux dispositions de l'article R.2162-2 alinéa 2 et des articles R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique.

Les marchés sont conclus avec un seul opérateur économique (accord cadre mono-attributaire) sans minimum mais avec un maximum en montant en application de l'article R2162-4 du Code de la Commande publique

**Pour le lot 1, le montant maximum estimée sur la durée globale du marché est de 860 000 € H.T.
Pour le lot 2, le montant maximum sur la durée globale du marché est de 800 000 € H.T.**

L'annexe 1 « compléments Informations » indique les quantités annuelles indicatives qui pourront être commandées.

Ce recensement est indicatif, les consommations de fluides médicaux sont notamment susceptibles d'évoluer pendant la durée de l'accord-cadre. Les éléments d'appréciation mentionnés au document Annexe « Compléments Informations » sont indicatifs.

Article 2 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

Chaque marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (formulaire ATTR1), et ses annexes :
Annexe 1 : Bordereau de Prix Unitaire (BPU) (2 onglets), et avec les formules de révision
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) AOO-25029 et ses annexes :
Annexe 1 : Compléments Informations

Annexe 2 : Conditions de livraison – Facturation

Annexe 3 : Rapport d'Audit Air comprimé – Site de l'Hôtel-Dieu

Annexe 4 : Rapport d'Audit Air Comprimé – Site de HGRL à Saint-Herblain

- Les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (CCTP) propres à chaque lot
- La fiche de renseignements fournisseur
- Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (Arrêté du 30 mars 2021 publié au JORF n°0078 du 1er avril 2021)
- L'offre technique du titulaire incluant les fiches techniques.

Toute clause portée par le(s) titulaire(s) sur les documents annexés à l'acte d'engagement notamment les conditions générales de vente qui serait contradictoire aux dispositions des autres documents contractuels est inopposable au pouvoir adjudicateur.

L'original de chacun de ces documents, conservé dans les archives du Centre Hospitalier Universitaire de Nantes, fait seule foi.

Par dérogation à l'article 4.2.1 du CCAG FCS, la notification du marché comprend uniquement un exemplaire de l'acte d'engagement et de ses annexes.

Article 3 - PRESTATIONS SIMILAIRES

L'acheteur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire du marché, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

Article 4 - MODALITES D'EXECUTION

4.1. DEMARRAGE DU MARCHÉ ET REUNION DE DEPLOIEMENT

En cas de changement de titulaire par rapport au marché précédent, une **réunion obligatoire de déploiement tripartite sera** organisée entre le bénéficiaire, le titulaire entrant (nouveau titulaire du marché) et le titulaire sortant (ancien titulaire du marché).

Cette réunion devra se tenir au plus proche de la notification du nouveau marché afin de définir le calendrier de transition.

Le délai de transition ne pourra excéder :

- 2 mois à compter de la date de début du marché

Le calendrier devra en outre être en conformité avec l'engagement du titulaire dans son offre sur le délai maximal de démarrage de la prestation et le délai maximal de déploiement.

Ce calendrier deviendra contractuel et engagera le titulaire sortant et le titulaire entrant.

Au terme du délai fixé dans le calendrier contractuel d'exécution, chaque bénéficiaire du marché public aura la possibilité d'appliquer des pénalités de retard au titulaire du marché public et de faire réaliser la prestation par l'ancien titulaire aux frais et risques du nouveau titulaire défaillant.

4.2. REUNION DE CADRAGE

Au démarrage du marché, ainsi que lors du démarrage d'un nouveau site d'un établissement bénéficiaire, le titulaire sera convoqué à une réunion de cadrage. Lors de cette réunion seront précisées les modalités pratiques d'exécution des prestations. Seront notamment définies les contenus des reportings attendus.

Les précisions seront actées dans un compte rendu qui deviendra contractuel pour le titulaire du marché.

4.3. PASSATION DES COMMANDES

Le titulaire devra exécuter l'ensemble des prestations qui lui seront demandées par chaque établissement du GHT44.

Le titulaire devra informer chaque établissement en cas de difficulté de fourniture.

4.4. CONDITIONS DE LIVRAISON DES FOURNITURES (GAZ ET MATERIELS) ET D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les livraisons et prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

Adresses de livraison - exécution :

Cf annexe CCAP « Conditions de Livraison - Facturation » et CCTP.

4.5. GAZ SUR DALLES

➤ Commandes

La gestion des approvisionnements en Air Médical d'attente et de secours, et en azote liquide, est assurée de manière automatique, par le titulaire, au travers de la télésurveillance. Le titulaire planifie et réalise l'approvisionnement dans les meilleurs délais.

Pour l'azote liquide, l'approvisionnement doit être réalisé tel que les « seuils d'alarme niveau bas » des sources en service ne soient jamais atteints.

➤ Livraison

Le fournisseur doit prévoir le personnel et le matériel indispensable en vue d'assurer la livraison dans des conditions satisfaisantes. Il est responsable des accidents matériels et corporels susceptibles de survenir à l'occasion de la livraison.

Les voies et les moyens d'accès aux lieux de stockage seront déterminés conjointement par chaque établissement et le titulaire du marché. Pour les gaz en vrac (Evaporateur, cadre), toute livraison devra être signalée à l'établissement pour validation.

Les livraisons s'effectuent sans gêner l'accès à l'établissement membre par un personnel habilité à ce type de transport.

Le titulaire doit s'assurer qu'il dispose de véhicules adaptés aux contraintes éventuelles d'accès à la dalle de stockage de chaque établissement membre. En cas de doute, il peut demander à l'établissement membre de faire un essai préalable de validation de manœuvre de son camion.

Les documents adressés aux établissements devront permettre une gestion facile et rigoureuse du parc des installations et des conditionnements mis à disposition. Ainsi, les factures devront permettre une identification aisée des différents fluides et conditionnements, ainsi que des différents types de contrat pour les prestations associées.

Les méthodes de livraisons pratiquées par le titulaire devront être compatibles avec les modes de fonctionnement des établissements bénéficiaires, quelle que soit la solution retenue.

➤ Réception des installations

A la date de démarrage du présent marché et en cas de changement d'attributaire par rapport au précédent marché, le nouveau titulaire s'engage à mettre en place progressivement ses installations. Cette phase d'installation sur site des sources en attente et en secours louées sur dalle et mises en place dans le cadre du présent accord-cadre ne **pourra excéder 2 mois** à compter de la date de démarrage du marché sauf accord exceptionnel entre l'ancien titulaire, le nouveau titulaire et le bénéficiaire.

Dans le cas d'un changement de fournisseur, l'ancien et le nouveau titulaire sont tenus de se coordonner pour effectuer les opérations nécessaires aux modifications apportées et assureront une continuité d'approvisionnement-distribution en gaz, quel qu'il soit.

Le titulaire du présent marché est tenu de mettre à disposition les moyens humains nécessaires à la formation du personnel technique et médical à l'utilisation des équipements et périodiquement sur simple demande de l'établissement.

Toutes les charges liées à la mise en place et à l'enlèvement des installations louées dans le cadre du présent accord-cadre sont à la charge du titulaire, à l'échéance de l'accord-cadre ou en cas de résiliation.

➤ **Comptabilisation des quantités**

Les quantités de produits vrac livrées seront précisément comptabilisées au moyen de dispositifs appropriés, à la charge du titulaire. Les quantités livrées seront comptabilisées, par livraison, et par installation de stockage.

Les bordereaux de livraison mentionneront au moins :

- La dénomination exacte de la fourniture livrée,
- le numéro de lot correspondant aux produits livrés,
- La raison sociale du transporteur si le transport est confié à un prestataire spécialisé,
- les quantités exactement livrées par réservoir,
- les dates et heures de livraison,
- L'adresse exacte du site de livraison,
- si l'établissement en fait la demande par écrit, il pourra être demandé au fournisseur de faire signer le bon de livraison par un représentant de l'établissement hospitalier.

4.6. PROLONGATION UNILATERALE DU MARCHÉ EN CAS DE CHANGEMENT DE TITULAIRE

A l'expiration du présent marché et en cas de changement de prestataire pour le contrat suivant, le Pouvoir Adjudicateur, en application de l'article R2194-1 du Code de la Commande Publique pourra décider de la prolongation unilatérale du marché initial afin de permettre la mise en place progressive des prestations par le nouveau prestataire durant la phase transitoire. Cette prolongation ne pourra excéder, à compter du terme du marché initial, les différentes durées précisées ci-dessous :

- 4 mois pour les installations sources sur dalle
- 6 mois pour les installations de production et de secours d'Air Médical et gaz conditionnés en bouteilles.

Une réunion de cadrage tripartite sera organisée entre le bénéficiaire, le nouveau et l'ancien prestataire afin de préciser les modalités techniques de déroulement de la phase transitoire. Le titulaire en place et le nouveau titulaire s'engagent à y assister.

Les délais effectifs de prolongation unilatérale du marché public seront notifiés à travers un calendrier de basculement par le Pouvoir Adjudicateur à l'issue des différentes réunions tripartites et deviendront alors contractuels. Ses délais seront en adéquation avec l'engagement du titulaire sur le délai de démarrage.

Pendant cette phase transitoire, le titulaire en place s'engage à poursuivre l'approvisionnement et/ou prestation et à maintenir les derniers prix révisés du contrat initial. Aussi, les prestations seront facturées à l'identique et toutes factures contenant des prix non prévus au contrat initial seront rejetées. Le titulaire en place s'engage à retirer ses matériels dans le cadre du calendrier de basculement issue de la réunion tripartite associée. Les pénalités à l'article « Pénalités » pourront s'appliquer en cas de manquement avéré par le titulaire sortant.

Au-delà de cette phase transitoire, il pourra être demandé au titulaire en place de prolonger sa prestation et/ou fourniture, aux frais et risques du nouveau titulaire défaillant.

4.7. RETRAIT ET DEMONTAGE DES INSTALLATIONS AU TERME DU MARCHÉ

Le retrait et démontage des installations au terme du marché sont à la charge du titulaire que le retrait ou démontage intervienne au terme initial du marché, à la suite d'une décision de non reconduction, de résiliation ou au terme de la période de prolongation prévue à l'article 4.9 du CCP.

Aussi aucun frais lié au retrait/démontage d'une installation ne pourra être facturé aux Etablissements bénéficiaires.

Article 5 - REGLEMENTATION APPLICABLE

Le titulaire de l'accord-cadre est réputé avoir une parfaite et complète connaissance de l'ensemble des dispositions légales et réglementaires de toute nature applicables aux fluides médicaux et techniques.

Article 6 - PRIX ET MODALITES D'AJUSTEMENT

6.1. PRIX

Les prix de référence seront les prix unitaires et/ou forfaitaires nets hors taxes fixés le bordereau des prix annexé à l'acte d'engagement.

Aucun frais non précisés dans l'annexe financière à l'acte d'engagement ne pourra s'appliquer en cours d'exécution du marché.

Les prix nets Hors Taxes seront fermes pour la 1ère année d'exécution du marché. Ils seront ensuite révisables semestriellement pour l'ensemble des établissements bénéficiaires, à la date anniversaire du marché (1er mai) et à M+6 (1er novembre), selon application des formules de révisions applicables par lot détaillées en **annexe « Bordereau de Prix Unitaire (BPU) »**.

Le nouveau tarif et la demande d'ajustement devront être communiqués dans leur **version numérique sous le même format que l'annexe financière initiale** au Centre Hospitalier Universitaire de NANTES (Pouvoir adjudicateur) **15 jours au moins avant la date de révision**, par courrier électronique à l'adresse : pharmaciecentrale@chu-nantes.fr

Le nouveau tarif sera proposé sous la forme initiale (ou en cours si modifié par avenant) de l'Annexe à l'Acte d'engagement modifiée de chaque lot considéré en conséquence. »

Le Centre Hospitalier Universitaire de NANTES se réserve le droit de rejeter le nouveau tarif et de ne pas reconduire le marché, notamment **si le taux d'augmentation est supérieur à 1,5 %**. Il en informera le prestataire par écrit. Cette décision de non reconduction n'ouvrira en aucun cas droit à indemnité pour le titulaire.

Les taux de remise appliqués sur le tarif public sont fermes pour la durée du marché.

Les prix de règlement seront les prix unitaires nets TTC, au taux de TVA en vigueur à la date d'exécution des prestations. Ils sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant la prestation ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, au transport, à la manutention, à l'installation et à la mise en service.

6.2. REMISE SUR CATALOGUE ET OFFRES PROMOTIONNELLES

A titre exceptionnel, les établissements membres pourront commander un produit figurant dans le catalogue bien que non prévu dans le BPU, à condition que le produit commandé présente un lien de connexité certain avec les produits du lot. En pareille hypothèse, le Titulaire s'engage à appliquer aux établissements membres, les remises catalogue qu'il aura renseignées dans son Offre. Le pourcentage de remise, sur lequel le Titulaire s'engage dans son Offre, peut être revu uniquement à la hausse à chaque date anniversaire du présent marché.

Les prix peuvent également évoluer à la baisse dans le cadre d'offres de prix promotionnels mises en place à l'initiative du titulaire.

Le titulaire doit adresser dans les meilleurs délais, par écrit au Pouvoir adjudicateur, le tarif promotionnel. Il précise la durée de validité de la promotion et la désignation précise des références concernées.

La baisse de prix s'applique aux commandes émises pendant toute la durée de la promotion par l'ensemble des établissements bénéficiaires et se substituent automatiquement aux prix contractuels pendant la période définie.

Les factures émises sur la base des nouveaux prix doivent faire explicitement référence au tarif promotionnel qui fait partie des pièces justificatives de la dépense à transmettre au comptable public.

A l'expiration de la période promotionnelle, les prix du marché sont ceux à nouveau en vigueur.

6.3. REMISES ET ESCOMPTE APPLICABLES

Le Titulaire s'engage à appliquer à chaque établissement bénéficiaire les remises et escomptes proposées dans son offre.

Pour l'escompte, chaque établissement bénéficiaire est libre d'opter ou non pour ce type de paiement.

Pour le chiffre d'affaires annuel, il sera pris en compte pour le calcul le montant global facturé par établissement en exécution du contrat pendant l'année contractuelle écoulée. Les escomptes versés par le fournisseur ne seront pas soustraits au calcul de ce chiffre d'affaires.

Article 7 - ÉVOLUTIONS TECHNOLOGIQUES A L'INITIATIVE DU TITULAIRE

En cas d'évolution technologique relative aux références (produits, matériels ou gamme) objets du présent marché, intervenant en cours d'exécution de ce dernier, le Titulaire s'engage à proposer gratuitement ces évolutions aux praticiens pour des essais préalables.

En cas d'essais positifs, les évolutions pourront être intégrées sans surcoût dans le marché par voie d'avenant, si et seulement si les conditions tarifaires sont identiques ou inférieures aux prix du marché en cours.

En cas d'essais non concluants ou de conditions tarifaires à la hausse, le Titulaire devra poursuivre l'exécution du marché aux conditions initiales.

Dans l'hypothèse où le Titulaire cesserait de produire ou commercialiser des références objets du marché, au profit de leur évolution technologique et à des conditions tarifaires supérieures aux prix dudit marché, les conditions de l'article « Arrêt de commercialisation d'un produit » s'appliquent.

Article 8 - GARANTIES FINANCIERES

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

Article 9 - ASSURANCES

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

En outre, le Titulaire s'engage à communiquer une attestation de ladite assurance dans un délai de quinze (15) jours à compter de la demande de l'acheteur, pendant toute la durée d'exécution du présent marché.

Article 10 - AVANCES

Il est fait application de l'option B prévue à l'article 11.1 du CCAG-FCS.

Dans le respect des dispositions des articles L.2191-2 et R.2191-3 à R.2191-19 du Code de la Commande Publique, une avance au taux de 5 % est accordée au Titulaire, sauf refus de sa part formulé dans l'acte d'engagement.

Article 11 - OPERATIONS DE VERIFICATION ET ADMISSION DES PRESTATIONS

Les vérifications qualitatives et quantitatives seront effectuées par la commission des fluides médicaux conformément aux dispositions des articles 27 à 33 du CCAG/FCS sous réserve qu'elles n'entrent pas en contradiction avec les dispositions spécifiques décrites ci-dessous

En cas d'installation d'une nouvelle source, le titulaire du marché devra informer le bénéficiaire de la date de mise en service de la nouvelle source et de la date à laquelle les opérations de vérifications pourront débuter.

A l'issue des opérations de vérification, un procès-verbal admission sera signé entre les parties. La date d'admission des prestations déclenchera le début de la location de la nouvelle source.

Par dérogation à l'article 28.2 et 30.1 du CCAG FCS, le silence gardé par le bénéficiaire ne vaut pas admission tacite.

Article 12 - MODALITES DE FACTURATION ET DE PAIEMENT

12.1. DELAI DE PAIEMENT

Il est procédé au paiement dans le respect des délais réglementaires. Le délai de paiement est de 50 jours maximum, à l'exception des structures de coopération (GCS, GIP) pour lesquels ce délai est de 30 jours maximum.

Le point de départ dudit délai est la date de réception de la demande de paiement (date de dépôt des factures sur la Plateforme Chorus Pro, le cas échéant) ou de la date d'admission des prestations, si cette date est postérieure à la date de réception de la demande de paiement s. Cette date est constatée par l'ordonnateur.

Le comptable chargé du paiement est le trésorier principal de chaque établissement précisé dans l'annexe « **Conditions de facturation – livraison** » du CCAP.

12.2. PRESENTATION DES FACTURES

Toutes les factures présentées concerneront des prestations réalisées et/ou des fournitures livrées. Elles couvriront au moins une période d'un mois. Elles récapituleront les prestations réalisées et/ou fournitures livrées dans le mois ou sur la période considérée si elle recouvre plusieurs mois.

Il est demandé au titulaire que les facturations soient réalisées par numéro de marché (soit 1 facture = 1 numéro de marché). Les facturations multi-marchés ne sont pas autorisées.

Outre les mentions légales, les factures établies par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct, comportent obligatoirement les mentions suivantes :

- La date d'émission de la facture
- La désignation du titulaire (*nom ou raison sociale, adresse complète, numéro de SIRET*)
- La désignation du destinataire de la facture (nom et numéro SIRET) avec l'indication du code d'identification du service en charge du paiement
- Le numéro de la facture : *numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries*
- Le numéro du marché et au numéro de lot concerné (même dénomination)
- En cas de marché exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- La période faisant l'objet de la facturation
- La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés (notamment les références fournisseurs figurant à l'annexe Bordereau de Prix Unitaire BPU);
- Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- Le taux et le montant de la majoration, s'il y a lieu (contrôles hors jours et heures ouvrables)
- Le taux et le montant de la remise s'il y a lieu
- La formule de révision des prix avec les index correspondant lors des révisions annuelles.
- Le montant total de la facture et le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- Le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires
- **Un tableau de correspondance au format "tabulé" natif au format MS office, trié par date croissante de livraison indiquant :**
 - **La référence du bon de livraison, la date de la livraison, la quantité du produit livré, la désignation du produit selon les mêmes unités et les mêmes désignations que celles indiquées dans le marché,**
 - **le tableau présentera pour chaque produit un récapitulatif indiquant la quantité totale de produit livré (à l'image de la facture) pour la période de facturation considérée,**
 - **les cellules de calcul de totaux partiels ou généraux devront comporter les formules de calcul (somme, multiplication).**

12.3. TRANSMISSION DES DEMANDES DE PAIEMENT

Conformément à l'article L.2192-1 du Code de la commande publique, le Titulaire a l'obligation de transmettre ses factures sous forme électronique lorsque le contrat est conclu avec des personnes morales de droit public.

La transmission des factures, dans le cadre du présent marché, s'effectue obligatoirement, sur le portail de l'Etat CHORUS PRO. (<https://chorus-pro.gouv.fr>)

L'utilisation du portail public de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

Pour obtenir des informations sur CHORUS PRO, veuillez suivre le lien <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Les paramétrages sont spécifiques à chaque établissement :

➤ **Cf. Annexe « Conditions de livraison – facturation » du CCAP.**

Transmission de la facture papier :

Les factures sont adressées impérativement à l'adresse suivante :

➤ **Cf. Annexe « Conditions de livraison - facturation » du CCAP.**

Pour les GCS non soumis à la facturation électronique, les factures afférentes au paiement seront établies en un original et 1 copie. Les conséquences d'une orientation erronée des factures dans un autre service de l'établissement concerné, voire hors de l'établissement concerné, sont imputables au seul cocontractant.

Article 13 - RESILIATION DU MARCHE PUBLIC

13.1. RESILIATION DU MARCHE PUBLIC PAR LA PERSONNE PUBLIQUE

Le CHU de Nantes se réserve le droit, par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, de résilier le marché public pour motif d'intérêt général sans indemnité, par lettre recommandée avec accusé de réception, dans le délai d'un mois à compter de sa réception par le titulaire, pour les hypothèses suivantes :

- en cas de commercialisation de nouvelles technologies avec un service médical rendu plus favorable et/ou de l'arrêt de l'utilisation des références objets du marché public par les établissements bénéficiaires et/ou de la modification des objectifs cliniques des utilisateurs.

13.2. RESILIATION AUX TORTS DU TITULAIRE

Il est fait application des dispositions du C.C.A.G.-F.C.S., notamment de ses articles 41 et 45. Toutefois par dérogation à l'article 41.2 du CCAG-FCS, en cas de non-respect des clauses contractuelles relatives à la livraison, à la qualité des fournitures ou à l'arrêt de commercialisation, le CHU de Nantes, en tant qu'établissement support, pourra résilier le marché public par lettre recommandée avec accusé de réception, sans indemnité et sans mise en demeure préalable, sans avoir invité le titulaire à présenter des observations.

Il en sera de même dans le cas où le produit retenu dans l'offre du Titulaire ne donnerait pas toutes les satisfactions cliniques souhaitées ou en cas de défaut ou d'incident constaté lors de l'utilisation du dispositif et pouvant entraîner un danger pour le patient et/ou l'utilisateur (matériorigilance notamment).

La résiliation sera prononcée, le cas échéant, avec exécution aux frais et risques du titulaire.

Article 14 - EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

Il est fait application des dispositions de l'article 45 du C.C.A.G.-F.C.S.

Ainsi, en cas de refus, de retard de livraison ou de non remplacement dans les délais du marché d'une fourniture ayant fait l'objet d'un rejet, les établissements concernés du GHT 44 se fourniront là où ils le jugeront utile. En cas de différence de prix au détriment de l'établissement, celle-ci sera mise de plein droit à la charge du titulaire et imputée d'office sur le montant du plus prochain paiement effectué à son profit.

Article 15 - PENALITES

Toutes les pénalités décrites ci-dessous sont applicables sans mise en demeure préalable. Elles sont cumulables.

Les pénalités pourront être payées par déduction opérée sur la première facture présentée par le titulaire au bénéficiaire postérieurement au constat du manquement.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le titulaire ne sera exonéré d'aucune pénalité.

15.1. LIVRAISON DES GAZ EN RESERVOIRS RACCORDES A DES RESEAUX DE DISTRIBUTION

Lorsque le franchissement d'un seuil niveau bas d'une source en service sera constaté, par le fait du titulaire, celui-ci encourra une pénalité horaire (par heure de retard), de 100 € HT.

15.2. LIVRAISON DES GAZ CONDITIONNES

Lorsque le délai de livraison dépasse 72 heures pour les gaz conditionnés d'Air Médical, il sera effectué une pénalité journalière de 500€ HT.

15.3. LIVRAISON ET RETRAIT DES INSTALLATIONS SOURCES

Lorsque le délai de mise en service d'une installation source (en service, en attente et en secours comptant chacune pour une source) sera dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourra, une pénalité journalière (par jour calendaire et par équipement) de 100 € HT.

Le délai de mise en service démarre à la notification ou commande correspondante jusqu'à la réception opérationnelle des installations et/ou matériels.

En cas de changement de titulaire à la mise en place ou à la sortie du présent marché public, le titulaire, encoure une pénalité de 1 000€ HT par installation source (en attente et en secours comptant chacune pour une source) en cas de non présentation aux réunions de basculement-retrait des équipements (phase transitoire).

En cas de non-respect du planning de retrait définis lors des réunions préalables ou notification des dates de retrait, le titulaire en place et le nouveau titulaire encourent une pénalité journalière (par jour calendaire de retard) de 100€ HT, en fonction des responsabilités de chacun dans le non-respect.

15.4. MAINTENANCE PREVENTIVE SYSTEMATIQUE

Lorsque la date d'exécution d'une intervention de maintenance préventive systématique d'une installation ou d'un équipement, sera dépassée de plus de quinze jours calendaires, par rapport au calendrier préalablement établi contractuellement, par le fait du titulaire, celui-ci encourra, par jour de retard, et sans mise en demeure préalable, une pénalité de 100 € HT.

15.5. MAINTENANCE CORRECTIVE OU ASSISTANCE TELEPHONIQUE OU TELEMANTENANCE

Lorsque le délai contractuel d'intervention fixé dans les CCTP est dépassé du fait du titulaire celui-ci encourt une pénalité horaire (par heure de retard), de 50 € HT.

15.6. DOCUMENTS REQUIS

En cas de retard dans la remise de documents requis (dont le plan de prévention et protocole de sécurité), le titulaire pourra se voir appliquer une pénalité journalière (par jour ouvrable de retard) de 50 € HT.

15.7. REUNIONS

En cas d'absence à une réunion de cadrage ou tripartite d'un ou plusieurs marchés, en tant que nouveau titulaire démarrage ou ancien titulaire sortie, celui-ci se verra appliquer une pénalité forfaitaire de 1000 € HT par absence.

15.8. DEVIS

Lorsque le délai d'envoi des devis suite à une demande d'un bénéficiaire dépassera les 15 jours calendaires, par le fait du titulaire, celui-ci pourra se voir appliquer une pénalité journalière (par jour ouvrable de retard) de 50 € HT.

Article 16 - LITIGES

Il sera fait application des dispositions du chapitre 8 « Différends et litiges » du C.C.A.G. en cas de litige survenu entre le fournisseur et l'établissement.

Article 17 - REPORTING

Le titulaire du marché assurera un reporting à minima annuel auprès de l'établissement support ainsi qu'auprès de chaque établissement bénéficiaire du marché. A minima, le reporting fera état des évolutions de consommations, et sera sous format Excel. Les modalités seront précisées lors de la réunion de démarrage des prestations, si elles ne sont pas définies dans les CCTP propres à chaque lot.

Article 18 - ENGAGEMENT DU TITULAIRE

Le titulaire s'engage à conserver une stricte confidentialité sur les informations et données relatives à l'activité du Client auxquelles le titulaire pourrait avoir accès lors de l'exercice de prestations. A cet effet, le titulaire s'engage à ce que l'ensemble de ses collaborateurs, intervenant chez le Client, soit soumis personnellement à une obligation de confidentialité de même étendue que celle visant le titulaire.

Le titulaire s'engage à ce que ses collaborateurs respectent les consignes et règles de sécurité, hygiène et tenue vestimentaire propres au lieu d'intervention, sous condition que ces consignes et règles aient été données à l'employé par le titulaire préalablement à son intervention.

Le titulaire s'engage à mettre à dispositions des techniciens sensibilisés et formés à une intervention en milieu hospitalier, et plus particulièrement en milieu de production pharmaceutique (tenue, hygiène, respect des consignes et procédures de l'unité de production ...)

Certains établissements peuvent avoir défini selon les dispositions du décret n° 92-158 du 20 février 1992 modifiant le Code du travail, une politique de sécurité des personnes lors des interventions des prestataires. En application du Code du travail et dans les conditions énoncées aux articles R4512-6 à R4512-12, un plan de prévention écrit sera rédigé.

Les entreprises devront établir avec le représentant de chaque établissement, un plan de prévention et/ou protocole de sécurité avant toute intervention sur site et au plus tard un mois après la date de notification du marché.

Un exemplaire dûment daté et signé devra être remis au représentant du maître d'ouvrage en charge du suivi du marché.

Article 19 - CLAUSE DE REEXAMEN

1) En application des **articles R.2194-1 et R.2194-6 1° du code de la commande publique**, le marché pourra être modifié, après accord du CHU de Nantes, lorsque le titulaire initial cède son marché à un tiers à condition que cette cession n'entraîne pas d'autres modifications substantielles et ne soit pas effectuée dans le but de soustraire le marché aux obligations de publicité et de mise en concurrence. Le nouveau titulaire doit remplir les conditions qui avaient été fixées par l'acheteur pour la participation à la procédure de passation du marché initial. Un avenant sera alors signé entre le titulaire initial, le nouveau titulaire et le CHU de Nantes. En cas de désaccord du CHU de Nantes, le marché sera résilié aux torts du titulaire initial.

2) En application de **l'article R.2194-1 du code de la commande publique**, les sites des établissements bénéficiaires du marché pourront évoluer en cours d'exécution du marché (ajout, suppression ou substitution). Les titulaires seront préalablement informés par décision dûment notifiée par le Pouvoir adjudicateur. Les titulaires devront poursuivre les prestations sur les sites modifiés aux mêmes conditions techniques et financières du marché.

3) En application de **l'article R.2194-1 du code de la commande publique**, les besoins d'un ou de plusieurs établissements du GHT44 pourront être ajoutés au marché en cours d'exécution sous réserve du respect des montants maximums contractuels.

Les parties conviendront le cas échéant des modifications devant être apportées aux conditions techniques et/ou financières à apporter au marché. Après accord des parties, l'intégration des besoins de l'établissement sera actée par avenant.

4) En application de l'**article R.2194-1 du Code de la commande publique**, le Pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de modifier le marché public, et notamment le présent CCAP, dans les cas suivants :

- en cas d'évolution technique ou réglementaire nécessitant l'adjonction de nouvelles références au marché,
- en cas d'évènement de force majeure, reconnu comme tel par le CHU de Nantes, ayant des conséquences importantes et directes sur l'équilibre général du marché.

4) En application de l'**article R.2194-1 du Code de la commande publique**, si par quelque moyen que ce soit, le Pouvoir adjudicateur apprend que plus de 80% du montant maximal d'un lot de l'accord-cadre a été atteint, les parties échangent sur la possibilité de modifier à la hausse le maximum du lot de l'accord-cadre concerné dans la limite de 20%.

En cas d'accord entre les parties en vue d'augmenter le maximum de l'accord-cadre, le pouvoir adjudicateur transmet au titulaire un projet d'avenant pour signature. Le maximum modifié du lot de l'accord-cadre n'est applicable qu'après notification par le Pouvoir adjudicateur de l'avenant signé au titulaire.

La mise en œuvre de cette clause de réexamen pourra être faite à l'initiative du Pouvoir adjudicateur ou sur demande, en lettre recommandée avec accusé de réception, du Titulaire.

Article 20 - LISTE DES DEROGATIONS AU CCAG/FCS

Articles du présent CCAP	Articles du CCAG-FCS auxquels il est dérogé
Article « Documents contractuels »	Article 4 (Documents contractuels)
Article « OPERATIONS DE VERIFICATION ET ADMISSION DES PRESTATIONS »	Articles 28 et 30 (Constatation de l'exécution des prestations)
Articles « Résiliation du marché public »	Articles 42 (Résiliation)
Article « Pénalités »	Article 14.1.3 (Pénalités)
